



**PREMIUM AUDIT**

*Rapport sur les comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2021 – C.I.C.F.*

**C.I.C.F**

CONFEDERATION DES INDUSTRIES CERAMIQUES DE FRANCE

**RAPPORT DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2021**

Siège social : 3 rue du Dôme – 75116 PARIS

Téléphone : + 33 (0) 1 56 88 37 50 – Télécopie : + 33 (0) 1 45 61 45 81

SAS au capital de 50.000 euros – RCS PARIS B 383 905 429 – NAF : 6920Z – T.V.A. : FR 88 383 905 429

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de la Région de Paris

Société de Commissaires aux Comptes – membre de la Compagnie Régionale de Paris

## **C.I.C.F**

CONFEDERATION DES INDUSTRIES CERAMIQUES DE FRANCE

39/41, Rue Louis Blanc  
92400 COURBEVOIE

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2021**

---

Aux membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du syndicat C.I.C.F. relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.



## **Opinion**

Nous sommes dans l'impossibilité de certifier que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. En effet, en raison de l'importance du point décrit dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier », nous n'avons pas été en mesure de collecter les éléments suffisants et appropriés pour fonder une opinion d'audit sur ces comptes.

## **Fondement de l'impossibilité de certifier**

En raison de l'insuffisance, au sein de votre entité, des procédures de contrôle interne, il n'a pas été possible de vérifier la réalité des appels de cotisations comptabilisés au 31 décembre 2021, alors que l'arrêté des comptes a eu lieu en 2023. Ces cotisations auraient dû être comptabilisées pour leur montant réellement perçu. Le montant comptabilisé est de 401.735 € pour l'exercice 2021.

Par ailleurs, une correction d'erreur a été effectuée sur les comptes 2021. Cela porte la fusion des syndicats de branche absorbés par votre confédération. Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer l'impact qu'aurait eu une comptabilisation à bonne date au regard d'une situation dans laquelle les syndicats de branches ont été maintenus une année supplémentaire par rapport aux actes de fusion, quand bien même la reprise s'est effectuée aux valeurs actées,

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous ne formulons pas d'appréciation complémentaire aux points décrits dans la partie « Fondement de l'impossibilité de certifier ».

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.



**PREMIUM AUDIT**

Rapport sur les comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2021 – C.I.C.F.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels figure dans l’annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 29 septembre 2023

PREMIUM AUDIT

Le Commissaire aux Comptes

**Paul PRUD'HOMME**

Président

Commissaire aux comptes



## **Annexe 1**

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Bilan association**

Présenté en Euros

<b>ACTIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2021</b> (12 mois)		Exercice précédent <b>31/12/2020</b> (12 mois)		<b>Variation</b>
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	10 704	4 018	6 686	10 254	- 3 568
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes	19 200		19 200	19 200	
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	112 298	101 843	10 455	13 923	- 3 468
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées	2 091 304		2 091 304	529 929	1 561 375
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	6 419		6 419	3 813	2 606
<b>TOTAL (I)</b>	<b>2 239 926</b>	<b>105 861</b>	<b>2 134 065</b>	<b>577 119</b>	<b>1 556 946</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	777 309	28 237	749 072	710 027	39 045
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	228 713		228 713	178 194	50 519
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	494 310		494 310	56 912	437 398
Charges constatées d'avance				432	- 432
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 500 331</b>	<b>28 237</b>	<b>1 472 094</b>	<b>945 565</b>	<b>526 529</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 740 257</b>	<b>134 098</b>	<b>3 606 159</b>	<b>1 522 684</b>	<b>2 083 475</b>

**Bilan association (suite)**

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2021</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2020</b> (12 mois)	<b>Variation</b>
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<b>Réserves</b>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	785 572	931 711	- 146 139
. Autres			
Report à nouveau	2 465 194		2 465 194
Excédent ou déficit de l'exercice	44 201	-106 531	150 732
Situation nette (sous total)	3 294 966	825 180	2 469 786
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>3 294 966</b>	<b>825 180</b>	<b>2 469 786</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
<b>TOTAL (II)</b>			
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
<b>TOTAL (III)</b>			
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 643	246 162	- 121 519
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	52 110	63 832	- 11 722
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 726	- 2 726
Autres dettes	134 440	384 784	- 250 344
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>311 193</b>	<b>697 504</b>	<b>- 386 311</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 606 159</b>	<b>1 522 684</b>	<b>2 083 475</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			



PASSIF	Exercice clos le <b>31/12/2021</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2020</b> (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

## Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations	401 735	376 173	25 562	6,80
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	11 221	34 268	- 23 047	-67,26
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	19 667	69 906	- 50 239	-71,87
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	3 465	8 997	- 5 532	-61,49
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	30 000		30 000	N/S
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	2 832	41	2 791	N/S
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>468 919</b>	<b>489 385</b>	<b>- 20 466</b>	<b>-4,18</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises	14 601	13 264	1 337	10,08
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	265 961	339 719	- 73 758	-21,71
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	3 525	869	2 656	305,64
Salaires et traitements	190 697	155 474	35 223	22,66
Charges sociales	84 236	76 430	7 806	10,21
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19 969	3 270	16 699	510,67
Dotations aux provisions		15 737	- 15 737	-100
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	801	1 055	- 254	-24,08
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>579 791</b>	<b>605 819</b>	<b>- 26 028</b>	<b>-4,30</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>-110 871</b>	<b>-116 433</b>	<b>5 562</b>	<b>4,78</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations	251 704	95 472	156 232	163,64
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>251 704</b>	<b>95 472</b>	<b>156 232</b>	<b>163,64</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Total des charges financières (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>251 704</b>	<b>95 472</b>	<b>156 232</b>	<b>163,64</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)</b>	<b>140 833</b>	<b>-20 962</b>	<b>161 795</b>	<b>771,85</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion		-48 503	48 503	-100
Sur opérations en capital	119 789		119 789	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>119 789</b>	<b>-48 503</b>	<b>168 292</b>	<b>346,97</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion		37 067	- 37 067	-100
Sur opérations en capital	216 421		216 421	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>216 421</b>	<b>37 067</b>	<b>179 354</b>	<b>483,86</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-96 632</b>	<b>-85 569</b>	<b>- 11 063</b>	<b>12,93</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	840 412	536 354	304 058	56,69
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	796 212	642 886	153 326	23,85
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>44 201</b>	<b>-106 531</b>	<b>150 732</b>	<b>141,49</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
<b>Total</b>				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
<b>Total</b>				

## Annexes Associations 2022

### PREAMBULE

La Confédération des Industries Céramiques de France (CICF), créée en 1937 est reconnue comme la seule organisation patronale représentative dans la branche relative aux conditions de travail du personnel des industries céramiques de France (IDCC n° 1558) et du personnel de la céramique d'art (IDCC n° 1800), conformément à l'arrêté du 6 octobre 2021.

Elle représente et défend les intérêts de ses membres, regroupés en six domaines d'activités : produits réfractaires ; céramiques techniques ; carreau céramique ; céramique sanitaire ; porcelaine, poterie, faïence ; matières premières pour la céramique.

La Confédération assure différentes missions pour défendre les intérêts de ses adhérents. Elle met en œuvre une offre de services adaptée aux besoins des industriels, quelle que soit leur taille, tant en matière d'accompagnement individuel que d'actions collectives :

- Représenter la profession auprès des pouvoirs publics et de divers organismes en lien avec la profession
- Animer le dialogue social
- Construire la politique de formation et promouvoir les métiers
- Animer les Commissions métiers et coordonner les actions collectives
- Mener les actions Santé Sécurité
- Organiser les activités de veille et accompagner les entreprises au quotidien
- Assurer la prestation de médailles du Mérite Céramique et du travail
- Promouvoir le secteur en mettant en œuvre les actions de communication utiles pour faire connaître la Profession (animation du site internet et des réseaux sociaux notamment)

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 3 606 159,28 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 44 200,70 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 19/07/2023 par les dirigeants.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

#### Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

#### Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Corrections d'erreurs

Les syndicats professionnels AFICS, SICT, CPPPF et SNIFPR ont été absorbés par la CICF dans le cadre des traités de fusion dévolution signés en décembre 2020 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2020.

Les écritures de fusion dévolution n'avaient pas été comptabilisées sur l'exercice 2020. Cette erreur a été corrigée sur l'exercice 2021 générant d'une part une augmentation des réserves (impact bilan d'ouverture) à hauteur de 2 466 582 Euros et d'autre part une charge exceptionnelle nette de 78 836 Euros.

**Annexes Associations 2022 (suite)****NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

<b>Actif immobilisé</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Immobilisations incorporelles	29 904			29 904
Immobilisations corporelles	101 664	10 634		112 298
Immobilisations financières	533 742	1 563 981		2 097 724
<b>TOTAL</b>	<b>665 310</b>	<b>1 574 615</b>		<b>2 239 926</b>

**Amortissements**

<b>Immobilisations amortissables</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	450	3 568		4 018
<b>TOTAL I</b>	<b>450</b>	<b>3 568</b>		<b>4 018</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	32 271	13 420		45 691
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	55 470	683		56 153
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>87 741</b>	<b>14 102</b>		<b>101 843</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>88 190</b>	<b>17 670</b>		<b>105 861</b>

**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations	2 091 304	2 091 304	
Prêts			
Autres créances	6 419	6 419	
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	777 309	777 309	
Autres créances	228 713	228 713	
<b>Charges constatées d'avance</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>3 103 746</b>	<b>3 103 746</b>	

**Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	10 353
<b>TOTAL</b>	<b>10 353</b>

**Annexes Associations 2022 (suite)****NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	931 711			105 143	785 572
Dont générosité du public					
Report à nouveau			2 465 194		2 465 194
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-106 531	106 531			44 201
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>825 180</b>	<b>106 531</b>	<b>2 465 194</b>	<b>105 143</b>	<b>3 294 966</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>825 180</b>	<b>106 531</b>	<b>2 465 194</b>	<b>105 143</b>	<b>3 294 966</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

**Report à nouveau avant répartition du résultat**

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'exercice</li> <li>- aux exercices ultérieurs</li> </ul>		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		
<b>SOLDE</b>		

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	124 643	124 643		
Dettes fiscales et sociales	52 110	52 110		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	134 440	134 440		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>311 193</b>	<b>311 291</b>		

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	11 400
Dettes fiscales et sociales	27 623
Autres dettes	8 007
<b>TOTAL</b>	<b>47 029</b>

**Annexes Associations 2022 (suite)****AUTRES INFORMATIONS****Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres		
Non cadres	4	
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>0</b>

**Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 000 euros.